



DES PROPOSITIONS POUR RELANCER L'ECONOMIE FRANÇAISE

Vers un nouveau modèle sociétal et socio-économique?

Préambule

"On pense toujours que la structure des inégalités ne va pas changer, que les choses sont solides comme un roc. Mais toutes les idéologies finissent par être remplacées par d'autres systèmes d'organisation des relations sociales et de propriété. Il en ira de même avec le régime actuel", Thomas Piketty 12/09/2019, Capital
« Dépenser beaucoup aujourd'hui, de manière juste » Esther Duflo, Prix Nobel d'économie, 05/04/2020, Le Monde

La période actuelle, marquée par un profond désordre sur le plan économique et social dans la plupart des pays développés, constitue la plus forte dépression de l'histoire du capitalisme depuis 1929. Choc exogène impactant à la fois l'offre, dû à l'arrêt de la production dans de nombreux secteurs, et la demande en raison du confinement de la population, la crise du COVID-19 remet en cause de très nombreux principes liés au fonctionnement de notre modèle économique et social.

En particulier, il nous interpelle sur notre mode de développement et l'articulation que notre société assure entre les enjeux économiques et les préoccupations sociales et environnementales.

Toutes les composantes de notre système de protection sociale couvert par la collectivité sont mises à mal : santé, chômage, vieillesse. Mais plus profondément, les questions posées touchent aux hypothèses qui sous-tendent notre modèle de développement. Dans ce contexte, on peut alors se demander comment repenser notre modèle social. Vers quelle direction devons-nous nous orienter pour améliorer l'efficacité et l'équité du modèle français ? Dans quelle mesure, cette crise remet-elle en cause notre système de préférence collective ?

1. La situation :

Sans parler des métiers de la santé (aides-soignantes, infirmières, ambulanciers, pompiers, médecins hospitaliers, médecins libéraux) en première ligne lors de cette crise sanitaire, de nombreux métiers mal valorisés socialement sont au cœur du fonctionnement de notre système économique : salariés de la grande distribution, de la logistique, des transports, de l'industrie agro-alimentaire,... Essentiels à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, à l'indépendance énergétique et alimentaires ou à la souveraineté économique, ils seront en première ligne dans la course à la déglobalisation des économies réelles.

"un clivage grandissant entre ces métiers utiles et peu reconnus et une série d'autres bullshit jobs"

Cette crise a mis évidence un clivage grandissant entre ces métiers utiles et peu reconnus dans l'échelle salariale et une série d'autres bullshit jobs (David Graeber) qui peinent en temps normal à justifier leur existence et

qui absorbent néanmoins une part

importante des attentions et de la richesse produite. Et au-delà d'une réflexion sur la pertinence même des métiers, la crise révèle de nombreuses inégalités dans l'accès au télétravail et la situation contractuelle des salariés.

2. Le problème

L'implosion des systèmes de santé au sein des pays développés n'est que l'expression d'une vision politique de court-terme qui se sent prémunie de tout imprévu matériel du seul fait de l'existence de marchés de biens et de services interconnectés et réactifs. Cette situation nous impose de repenser notre action collective dans un temps long. On peut évidemment s'étonner que les mises en garde d'Ulrich Beck et de sa société du risque ou encore d'Hans Jonas avec son principe de responsabilité n'aient pas été davantage entendues jusque-là.

"L'implosion des systèmes de santé n'est que l'expression d'une vision politique de court-terme"

Car une première évolution probable de nos préférences collectives en appellera à notre rapport à la temporalité pour concevoir notre développement dans sa durabilité. Entrer dans un monde marqué par l'aléa infectieux suppose de corriger nos carences et de constater notre incapacité, notamment en Europe, à donner une réalité au principe de précaution et à cultiver l'approche préventive.

Et, au-delà d'une focalisation outrancière sur la technologie ou l'économie, cela nous invite à une prise de recul salutaire sur le sens d'être ensemble et le ciment commun qui nous unit alors qu'une mutation écologique irréversible s'impose à nous.

3. Les solutions

3.1. Vers un nouveau modèle de préférence collective

Pour que les cartes puissent être rebattues, il faut que le risque pandémique imprègne profondément, mais surtout durablement, la sensibilité collective mondiale. Qui pense encore à la crise de 2008 qui a coûté des centaines de milliards aux citoyens du monde entier ? En quoi cette crise a-t-elle changé les consciences et les modes de fonctionnement ? En rien. Et si l'on ne veut pas que cette nouvelle crise reste lettre morte, il s'agit donc non seulement d'un effort de guerre de long-terme, mais également d'une réintégration dans les consciences collectives de la permanence de risques et d'incertitudes, qu'elles soient sanitaires, économiques, financières, liées aux ressources.

*"il est probable que nous assisterons
à un changement profond
des préférences collectives"*

Face à une menace aussi structurante et aussi universelle que la santé, il est probable que nous assisterons à un changement profond des préférences collectives. Les premiers jalons d'une telle remise en question ont déjà été posés. Qui n'aurait jamais imaginé voir le système tout entier s'arrêter lorsque

d'aucuns s'élevaient face au besoin de renouvellement écologique et social attendu à l'échelle planétaire ? Et voici que ce malheur sanitaire porte en lui la possibilité d'une refonte de notre modèle. Parmi les scénarii envisageables, on pourrait assister, dans une quête de sécurité collective, à un renforcement du rôle de l'Etat au détriment de la liberté et de la responsabilité individuelle (déplacement, création d'entreprise, liberté d'associations...). Mais, d'autres pistes sont envisageables dans cette introspection collective qui invite, plus que jamais à nuancer les certitudes qui soutenaient jusque-là nos comportements. Ainsi, Bruno Latour souligne-t-il également le risque de saisir cyniquement cette occasion pour donner un coup d'accélérateur à ce capitalisme globalisé.

Ces scénarii questionnent profondément notre sens des valeurs, à commencer par la valeur donnée à l'argent quand la vie des hommes est en danger, la valeur du risque aussi pour initier de nouveaux projets de vivre ensemble et la valeur du travail, nous l'avons vu. Cette crise questionne la place de l'entreprise dans la société mais nous ne saurons trouver de solutions collectives sans une évolution des business models qui valorisent les dimensions extra-financières.

3.2 Un modèle capitaliste mondialisé à réformer

La mondialisation des échanges s'est évidemment accompagnée d'une nouvelle division internationale de la production. La faiblesse relative du coût du travail dans les économies émergentes combinée au développement des moyens de communication a été à l'origine d'une croissance sans précédent du commerce international.

Cette tendance s'est aussi traduite par un découplage des dimensions tangibles et intangibles de la valeur. Là où la révolution industrielle prônait une valeur fondée sur le travail et la matière, l'étalon de la révolution informationnelle est émotionnel et intellectuel pour élever haut les marques, les brevets ou les carnets d'adresse. Le matériel, quand à lui n'est plus rien.

Ceci concerne à peu près tous les secteurs à commencer par l'automobile et l'électronique. Mais le modèle internationalisé des chaînes de valeur s'est montré d'une extrême fragilité lorsque l'économie s'est brutalement arrêtée. Lorsqu'on leur demande s'il faudrait « réformer le capitalisme », 39% des Français répondent qu'il faudrait le réformer « en profondeur », ce qui n'est le cas que de 21% des allemands et des britanniques. Cette opinion est fortement clivée sociologiquement et politiquement en France : 45% des ouvriers et 61% de ceux qui se situent le plus à gauche déclarent souhaiter que le capitalisme soit réformé « en profondeur ». Comme le souligne Pascal Perrineau, « il existe en France une très solide et forte demande de davantage de protection des salariés ».

"il est urgent de construire des régions fortes et plus justes en matière d'aménagement du territoire"

Ici encore, la crise balaie au moins pour un temps ces certitudes. Les schémas logistiques, financiers et sociaux complexes, pensés pour organiser la concentration des richesses, sont abandonnés au profit des urgences du moment. La matière tout d'abord appelle une

relocalisation et avec elle, une revalorisation sur nos territoires où le travail est plus cher qu'ailleurs. En ce sens, l'économie circulaire ouvre des perspectives évidentes. L'enjeu est ici la capacité à assurer la disponibilité des ressources aux acteurs économiques, laquelle repose sur la déglobalisation des économies réelles. Or, la concentration des richesses existe aussi sur nos territoires, certains ayant été cannibalisés par d'autres. Si les relocalisations constituent ici une clé de la refonte du modèle économique, il est urgent de construire des régions fortes et plus justes en matière d'aménagement du territoire. Et cela ne pourra se faire sans renoncer à un Etat jacobin qui s'est construit dans l'aliénation de nos régions. La sécurisation des chaînes d'approvisionnement, en particulier des biens de première nécessité, repose évidemment sur des chaînes de valeur régionales.

4 Les propositions

Proposition 1

Redonner de l'importance à une vision de long-terme sur l'ensemble de nos choix collectifs : la vision budgétaire court-termiste ne doit pas prendre le pas sur une vision stratégique de long-terme :

- Retirer le caractère constitutionnel du principe de précaution
- Renforcer le contrôle des politiques publiques par des agences indépendantes et généralisation des études d'impact.

Proposition 2

Repenser les systèmes salariaux et l'échelle de rémunération en cohérence avec les priorités stratégiques nationales et régionales :

- Elargir l'assiette du financement du modèle de protection sociale en intégrant tous les revenus du travail et du capital ;
- Créer une prime de risque activable pour tous les travailleurs non confinés en période de pandémie ;
- Généraliser l'intéressement et la participation à toutes les PME et les TPE en instaurant un système fiscal incitatif.

Proposition 3

Accompagner les PME et les TPE dans l'intégration de critères ESG et extra-financiers dans leur business model

- Définition d'un régime simplifié de communication extra-financière reconnu par les professions financières ;
- Développement d'applications simplifiant la constitution d'un rapport extra-financier.

Proposition 4

Renforcer le pouvoir des régions en matière de développement économique et d'aménagement du territoire.

- Transfert de nouvelles compétences en matière de santé, d'éducation, de transport, d'aménagement du territoire ;
- Augmentation du budget vers la transition écologique.

Avertissement

Les travaux de l'Institut Sofos sont des études de fond accompagnées de propositions apolitiques qui peuvent être affinées ou amenées à évoluer le cas échéant.

Les études publiées sont à prendre dans leur ensemble et ne peuvent être résumées par des extraits.

Les propositions présentées ne sont pas à considérer comme des revendications ou des exigences. Elles doivent permettre d'ouvrir le débat et contribuer à la réflexion et aux travaux nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique, sociale et solidaire.